

# POLITIQUE

politique.union@sonapresse.com

## Présidentielle 2023 : appels à la candidature d'Ali Bongo Ondimba



Photo : DR

**Chaîne d'union et de solidarité des hiérarques du PDG de l'Ogooué-Maritime, à l'issue de leurs travaux.**

J.K.M  
Libreville/ Gabon

ALI Bongo Ondimba a été invité par sa troupe à briguer les suffrages de ses concitoyens à la prochaine élection présidentielle. De tous les chefs-lieux de province, les militants et militantes du Parti démocratique gabonais (PDG) ont, en effet, lors des Conseil provinciaux, le week-end écoulé, exhorté de tous leurs vœux le chef de l'État, par ailleurs "Distingué camarade président" (DCP), à se porter candidat à sa propre succession, en 2023.

Un appel d'autant plus pertinent qu'aux yeux de l'ensemble des

"camarades", il y va de la nécessité, pour Ali Bongo Ondimba, de poursuivre l'œuvre de développement qu'il a amorcée depuis son accession à la magistrature suprême du pays en 2009. "Bien qu'étant candidat naturel de notre parti et de la majorité républicaine et sociale pour l'émergence, la candidature d'Ali Bongo Ondimba au prochain scrutin présidentiel s'impose comme une évidence. Car il est l'homme de la situation. Fort de son expérience politique et de sa connaissance des arcanes de la politique nationale et internationale, lui seul pourra permettre à notre pays d'aborder, dans la sérénité et en toute confiance, les défis au cours des sept (7) prochaines années", ont

indiqué de nombreux militants. De fait, toutes les composantes du PDG, à travers des motions de soutien, ont "réaffirmé leur indéfectible attachement au DCP et à sa vision politique". Tout en s'engageant à ne ménager aucun effort pour le conduire à la victoire. Solennellement, ils se sont engagés à aborder les échéances électorales en toute unité, solidarité et cohésion. En mettant de côté les querelles intestines et autres guéguerres.

Ces engagements et appels à candidature devraient être renouvelés, les 23 et 24 décembre prochains, à Libreville, lors du 12e Congrès ordinaire placé sous le sceau de la renaissance, l'unité et la solidarité.

## Gabon-États-Unis : le chef de l'État annoncé à Washington la semaine prochaine

O. N.  
Libreville/Gabon

LE sommet États-Unis/Afrique se tiendra à Washington (USA) du 13 au 15 décembre prochain, à l'initiative du chef de l'Exécutif américain, Joe Biden. Le président de la République, Ali Bongo Ondimba, à l'instar de nombreux de ses pairs africains, est annoncé à ces assises.

Selon le numéro un américain, ce sommet démontrera entre autres "l'engagement durable des États-Unis envers l'Afrique et soulignera l'importance des relations entre l'Amérique et le continent africain, ainsi qu'une coopération étroite sur les priorités mondiales communes". Dans l'ensemble, ces assises devraient s'appuyer sur les valeurs communes pour promouvoir encore davantage un nouvel essor économique, un renforcement de l'engagement

des États-Unis et de l'Afrique en faveur de la démocratie et des droits de l'Homme, à l'atténuation de l'impact de la Covid-19 et des futures pandémies. Tout comme elles permettront aux deux parties de travailler la main dans la main dans une étroite collaboration en vue d'améliorer la santé au niveau régional et mondial, la promotion de la sécurité alimentaire, faire progresser la paix et la sécurité dans le monde, et répondre à la crise climatique qui affecte la planète, etc.

"Je me réjouis de travailler avec les gouvernements africains, la société civile, les communautés de la diaspora aux États-Unis et le secteur privé pour continuer à renforcer notre vision commune de l'avenir des relations entre les États-Unis et l'Afrique", s'était félicité le président Joe Biden dans une déclaration faite en juillet dernier.



Photo : DR/L'Union

**Les présidents Ali Bongo Ondimba et Joe Biden, lors d'un précédent rendez-vous international.**

## Mioir du gouvernement

### Aux abonnés absents ?

LA terre a encore tremblé dimanche dernier dans notre pays. Des secousses ont été, en effet, ressenties simultanément à Libreville et Lambaréné. Le plus étonnant dans tout cela, c'est que le gouvernement a semblé être aux abonnés absents. Vu qu'il n'a officiellement pas réagi à tous ces incidents, laissant les populations dans l'angoisse et en proie à toute forme d'interprétation.

De fait, chacun y est allé de sa propre explication sur fond de superstition et autres élucubrations. Bref, les populations ont été servies à toutes les sauces, notamment sur les réseaux sociaux. Et ce, d'autant plus que les secousses ont été enregistrées quelques semaines après les éboulements de terrain et inondations ayant endeuillé récemment des familles et causé de nombreux dégâts

matériels. De quoi alimenter la rumeur.

Ce silence a de quoi surprendre. Car en 2021, lors de la survenue de trois séismes, Lee White, ministre en charge de l'Environnement, s'était empressé de venir rassurer l'opinion publique nationale sur la non-dangerosité de ces tremblements de terre. Cette fois-ci, il a cru bon de ne pas agir avec autant de célérité. Sans doute que les propos qu'il avait tenus il y a un an sont toujours d'actualité. Cette absence de communication du gouvernement n'est pas de bon augure avec les élections générales qui pointent à l'horizon. Le risque est grand, en effet, de voir certains responsables de départements ministériels aller matinalement en campagne en se délestant quelque peu, au passage, des obligations inhérentes à leurs respon-

sabilités. Tout ceci pour signifier que dans un contexte comme le nôtre, où l'irrationalité l'emporte très souvent sur la raison, la parole publique se doit d'être audible en toutes circonstances. Surtout lors de la survenue des phénomènes naturels dont notre pays semble avoir été épargné pendant des années.

En tout état de cause, le lien démocratique voudrait que le gouvernement éclaire l'opinion sur des situations impactant, à quelque degré que ce soit, la collectivité. À l'équipe gouvernementale de l'entretenir.

J.KOMBILE MOUSSAVOU